



## CHAPITRE 105

Loi modifiant la charte de la cité des  
Trois-Rivières

[Sanctionnée le 24 mars 1961]

## CHAPTER 105

An Act to amend the charter of the city  
of Trois-Rivières

[Assented to 24th March 1961]

Préam-  
bule.

**A**TTENDU que la cité des Trois-Rivières a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 5 George V, chapitre 90, et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée et que certains pouvoirs lui soient accordés; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Émissions  
d'obliga-  
tions.

**1.** Nonobstant les dispositions de toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la corporation de la cité des Trois-Rivières est autorisée à faire une ou des émissions d'obligations pour le plein montant autorisé par les résolutions d'emprunt adoptées les 16 avril 1959 et 24 mai 1960, même si une partie des travaux décrétés et ordonnés par la résolution du 16 avril 1959 furent exécutés après le 31 mai 1959, et une partie des travaux décrétés et ordonnés par la résolution du 24 mai 1960, furent exécutés après le 31 mai 1960; les charges pour ces travaux sont déclarées imputées légalement aux dites résolutions d'emprunt.

S.R.,  
c. 233,  
a. 426,  
am. pour  
la cité.

**2.** L'article 426 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) déjà modifié pour la cité par la loi

**W**HEREAS the city of Trois-Rivières has, by its petition, represented that it is in the interest of the ratepayers and of the good administration of its affairs that its charter, the act 5 George V, chapter 90, and the acts amending it, be again amended and that certain powers be granted it; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Preamble.

**1.** Notwithstanding the provisions of any general law or special act to the contrary, the corporation of the city of Trois-Rivières is authorized to make one or more bond issues in the total amount authorized by the loan resolutions adopted on the 16th of April 1959 and the 24th of May 1960, even though a portion of the works prescribed and ordered by the resolution of the 16th of April 1959 was performed after the 31st of May 1959, and a portion of the works prescribed and ordered by the resolution of the 24th of May 1960 was performed after the 31st of May 1960; the cost of such works is declared to have been legally charged to the said loan resolutions.

R.S.,  
c. 233,  
s. 426,  
am. for  
city.

**2.** Section 426 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) already amended for the city by the act

19 George V, chapitre 98, article 1 et par l'article 10 de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 56, est de nouveau modifié pour la cité, en y ajoutant, après le paragraphe 1<sup>o</sup>c, le paragraphe suivant:

Stationnement, etc.

"1<sup>o</sup>d) Pour décréter quel espace devra être aménagé à l'extérieur ou à l'intérieur des édifices industriels, commerciaux et/ou à logements multiples qui seront érigés à l'avenir dans les limites de la cité, pour le garage et le stationnement des véhicules automobiles."

Fonds industriel.

**3.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la corporation de la cité de Trois-Rivières est autorisée à créer un fonds industriel au montant n'excédant pas deux cent mille dollars, pourvu que le règlement décrétant la création de ce fonds soit approuvé suivant les formalités prévues à la Loi des cités et villes pour les règlements d'emprunt.

Emprunts pour propriétés industrielles.

**4.** Le conseil de la cité est autorisé, sujet aux seules approbations préalables de la Commission municipale de Québec et du ministre des affaires municipales, à faire un ou des emprunts dont le total n'excédera pas les deux cent mille dollars ci-dessus mentionnés, pour acquérir à l'amiable ou par expropriation des terrains ou immeubles qui serviront à l'établissement d'industries à l'avantage de toute la population.

Ventes ou locations d'immeubles industriels.

**5.** La cité est autorisée à vendre, soit pour du comptant ou à termes, ou à louer les immeubles acquis pourvu que le prix de vente pour du comptant ne soit pas inférieur au prix payé par la cité, que le prix de vente à termes soit suffisant pour couvrir le prix d'achat, les intérêts sur l'emprunt, les taxes et autres charges, que, dans le cas de location, le prix du loyer soit suffisant pour couvrir toutes les dépenses affectant lesdits immeubles, soit pour le coût en capital, les intérêts, les assurances, la réparation, l'entretien et les taxes.

Restrictions annulées.

**6. 1.** Nonobstant les dispositions de la Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement (12 George VI, chapitre

19 George V, chapter 98, section 1, and by section 10 of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 56, is again amended, for the city, by adding thereto, after paragraph 1c, the following paragraph:

"1d. To prescribe what space must be set aside outside or inside industrial, commercial and/or multiple unit dwellings hereafter erected within the city limits, for the storing and parking of motor vehicles."

Parking, etc.

**3.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the corporation of the city of Trois-Rivières is authorized to establish an industrial fund in an amount not exceeding two hundred thousand dollars, provided that the by-law enacting the establishment of such fund be approved according to the formalities laid down in the Cities and Towns Act for loan by-laws.

Industrial fund.

**4.** The council of the city is authorized, subject only to the previous approval of the Quebec Municipal Commission and the Minister of Municipal Affairs, to make one or more loans not exceeding the total of two hundred thousand dollars above mentioned, to acquire by private agreement or expropriation lands or immoveables to be used for establishing industries advantageous to the whole population.

Loans for industrial property.

**5.** The city is authorized to sell the immoveables so acquired, either for cash or by instalments or to lease the same provided that the selling price for cash be not less than the price paid by the city, that the selling price by instalments be sufficient to cover the purchase price, the interest on the loan, taxes and other costs, that in the case of a lease the rent be sufficient to meet all expenses attaching to the said immoveables, including capital cost, interest, insurance, repairs, maintenance and taxes.

Sale or lease of industrial property.

**6. 1.** Notwithstanding the provisions of the Act to grant to municipalities special powers to remedy the housing shortage (12 George VI, chapter 7 and its amendments)

Restrictions removed.

7 et ses amendements) ainsi que les dispositions du règlement No 201 adopté par le conseil de la corporation de la cité des Trois-Rivières le 5 juillet 1954, les propriétaires des lots 25-43 à 25-246 inclusivement, du cadastre de la cité des Trois-Rivières, pourront, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, vendre, ou céder leur propriété en dehors de leur famille, sans avoir besoin, au préalable, de l'assentiment du conseil. Le registraire de la division d'enregistrement des Trois-Rivières devra, sur production d'une copie de la présente loi et paiement des honoraires appropriés, radier l'enregistrement contre les lots ci-dessus énumérés des restrictions annulées par le présent article.

Restriction annulée.

2. Lesdits propriétaires desdits lots sont aussi dispensés de l'obligation d'habiter les maisons y construites, à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Subdivisions autorisées.

7. Nonobstant les dispositions des articles 1 à 5 inclusivement de la loi 6-7 Elizabeth II, chapitre 56, et de ses règlements 222 et 224, la cité des Trois-Rivières est autorisée à faire subdiviser, pour fins de revente comme lots résidentiels, une partie du lot 23 du cadastre de la cité des Trois-Rivières, acheté de Monsieur Dominique Beaudry, le 3 décembre 1957, de façon qu'il y ait 136 lots à construire pour fins résidentielles, deux emplacements prévus pour une église et une école, ainsi que les rues nécessaires à la circulation dans cette nouvelle subdivision.

Pension autorisée.

8. Le conseil est autorisé à accorder, par résolution, une pension viagère de retraite à Monsieur Noël Morinville, au montant de quinze cent soixante et douze dollars et soixante et sept cents par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Idem.

9. Le conseil est autorisé à accorder, par résolution, une pension viagère de retraite à Monsieur J.-Alphonse Villemure, au montant de mille cinquante-cinq dollars et dix-huit cents, par année payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Idem.

10. Le conseil est autorisé à accorder, par résolution, une pension viagère de

and the provisions of By-law No. 201 adopted by the council of the corporation of the city of Trois-Rivières on the 5th of July 1954, the owners of lots 25-43 to 25-246 inclusive, of the cadastre of the city of Trois-Rivières, may, from the coming into force of this act, sell or cede their property to anyone outside of their family, without being required to obtain the consent of the council beforehand. The registrar of the registration division of Three Rivers, on the filing of a copy of this act and payment of the prescribed fees, shall cancel the registration against the above enumerated lots of the restrictions removed by this section.

2. The said owners of the said lots are relieved of the obligation to dwell in the houses erected thereon, from the coming into force of this act.

Restriction removed.

7. Notwithstanding the provisions of sections 1 to 5 inclusive of the act 6-7 Elizabeth II, chapter 56, and its by-laws 222 and 224, the city of Trois-Rivières is authorized to cause to be subdivided, for purposes of resale as residential lots, a part of lot 23 of the cadastre of the city of Trois-Rivières purchased from Mr. Dominique Beaudry on the 3rd of December 1957, so as to make 136 building lots for residential purposes and two sites to provide for a church and a school, with the streets required for traffic in such new subdivision.

Subdivisions authorized.

8. The council is authorized to grant, by resolution, a superannuation pension to Mr. Noël Morinville in the amount of fifteen hundred and seventy-two dollars and sixty-seven cents per year, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Pension authorized.

9. The council is authorized to grant, by resolution, a superannuation pension to Mr. J. Alphonse Villemure, in the amount of one thousand and fifty-five dollars and eighteen cents, per year payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Idem.

10. The council is authorized to grant, by resolution, a superannuation pension to

Idem.

retraite à Monsieur Alexandre Ross, au montant de neuf cent quarante dollars et quatre-vingt-huit cents par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

Mr. Alexander Ross, in the amount of nine hundred and forty dollars and eighty-eight cents per year, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Validation.

**11.** La décision du conseil siégeant en commission permanente le 1er juin 1959, ratifiée par le conseil en assemblée régulière le 15 juin 1959, accordant une pension de retraite viagère à Monsieur J.-M. Piché, à compter du 1er mai 1959, est légalisée à toutes fins que de droit. Le montant de la pension est fixé à mille sept cent quatre dollars et cinquante-quatre cents par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

**11.** The decision of the council sitting as a permanent committee on the 1st of June 1959, ratified by the council at a regular meeting on the 15th of June 1959, granting a superannuation pension to Mr. J. M. Piché from the first of May 1959, is legalized for all legal purposes. The amount of the pension is fixed at one thousand seven hundred and four dollars and fifty-four cents per year, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Pension autorisé.

**12.** Le conseil est autorisé à accorder, par résolution, une pension viagère de retraite à Monsieur Lorenzo Perreault, au montant de mille six cent quarante-huit dollars et cinquante-cinq cents par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

**12.** The council is authorized to grant, by resolution, a superannuation pension to Mr. Lorenzo Perreault, in the amount of one thousand six hundred and forty-eight dollars and fifty-five cents per year, payable in equal and consecutive semi-monthly instalments, during his lifetime.

Idem.

**13.** Le conseil est autorisé à accorder, par résolution, une pension viagère de retraite à M. Philippe Dufresne, au montant de mil neuf cent quatre-vingt-dix dollars et quarante-trois cents par année, payable par versements bi-mensuels, égaux et consécutifs, sa vie durant.

**13.** The council is authorized to grant, by resolution, a superannuation pension to Mr. Philippe Dufresne, in the amount of one thousand nine hundred and ninety dollars and forty-three cents per year, payable in equal consecutive semi-monthly instalments during his lifetime.

Bail emphytéotique autorisé.

**14.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la Corporation de la Cité des Trois-Rivières est autorisée à louer, par bail emphytéotique, à des intérêts privés, l'immeuble du marché-aux-dendrées situé sur les lots 660-4 et 678-2 du cadastre de la Cité des Trois-Rivières, à condition que l'emphytéote y érige un édifice d'une valeur d'au moins un million de dollars pendant la durée du bail.

**14.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the Corporation of the city of Trois-Rivières is authorized to let, by emphyteutic lease, to private interests, the immovable of the food-market located on lots 660-4 and 678-2 of the cadastre of the city of Trois-Rivières, on condition that the emphyteutic lessee erect thereon a building of a value of at least one million dollars during the term of the lease.

1941, c. 90, a. 47, remp.

**15.** L'article 47 de la loi 5 George V, chapitre 90, remplacé par la loi 8 George V, chapitre 85, article 3, et abrogé par la loi 1 George VI, chapitre 106, article 10, est remplacé par le suivant :

**15.** Section 47 of the act 5 George V, chapter 90, replaced by the act 8 George V, chapter 85, section 3, and repealed by the act 1 George VI, chapter 106, section 10, is replaced by the following :

Taxes d'eau.

**"47.** La cité est autorisée à édicter par règlement :

**"47.** The city is authorized to enact by-law :

a) Que le prix de la taxe d'eau sera basé sur l'évaluation de chaque immeuble ou partie d'immeuble, avec un minimum n'excédant pas \$25.00 pour chaque immeuble ou partie d'immeuble occupée par le propriétaire ou un locataire ou occupant;

b) Que les sommes dues à la cité pour l'eau fournie au propriétaire ou au locataire de tout immeuble ou partie d'immeuble dans la cité, seront des dettes privilégiées contre ces immeubles, et pourront être chargées au propriétaire de tels immeubles et prélevées sur ses biens. Le propriétaire qui aura acquitté la taxe d'eau pour son ou ses locataires sera subrogé dans tous les droits et privilèges de la cité contre son locataire."

a. That the price of the water-rate shall be based on the valuation of each immovable or part of an immovable, with a minimum not exceeding \$25.00 for each immovable or part of an immovable occupied by the owner or a tenant or occupant;

b. That the sums due to the city for water supplied to the owner or tenant of any immovable or part of an immovable in the city shall be privileged debts against such immovables, and may be charged to the owner of such immovables and levied on his property. An owner who has paid water-rate for his tenant or tenants shall be subrogated in all the rights and privileges of the city against his tenant."

1951-52,  
c. 68,  
a. 7, am.

**16.** L'article 7 de la loi 15-16 George VI, chapitre 68, est modifié en remplaçant les chiffres 79% et 21% aux sixième et septième lignes par les chiffres 75% et 25% respectivement.

Effet. Cette disposition a son effet le 1er mai 1961.

Entrée en  
vigueur.

**16.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**16.** Section 7 of the act 15-16 George VI, chapter 68, is amended by replacing the figures 79% and 21% in the seventh and eighth lines by the figures 75% and 25% respectively.

This provision shall have effect on the 1st May 1961.

**16.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.